# Interview de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec Europe 1 le 6 juin 2018, sur le nouveau gouvernement italien et l'Union européenne, l'accord relatif au nucléaire iranien, la situation en Syrie et sur les relations avec les Etats-Unis.

2018-06-06

PATRICK COHEN

Bonjour Jean-Yves LE DRIAN.

JEAN-YVES LE DRIAN

Bonjour.

PATRICK COHEN

D'abord quelques mots sur nos nouveaux voisins, des voisins, en tout cas, qui ont changé de visage, les Italiens, dont le nouveau Premier ministre, Giuseppe CONTE, a attaqué l'Europe hier sur plusieurs points, la gestion de migrants, les règles budgétaires. Est-ce que vous lui dites « oui, discutons » ou « non, nous ne bougerons pas, il y a des principes européens non négociables » ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il y a d'abord une réalité, c'est le vote des Italiens, donc il y a un gouvernement qui fait suite à une consultation électorale qui a vu des forces antisystème, comme l'on dit, arriver majoritairement, avec une alliance, un peu surprenante, mais sur un programme, dont on peut discuter certains éléments, mais ils sont là. Et l'Italie est un pays très important pour la France, d'abord par notre histoire, et aussi parce que nous avons, avec ce partenaire, des relations commerciales très importantes, et puis c'est un membre fondateur de l'Union européenne. Si l'Italie a voté ainsi, c'est sans doute parce qu'il y avait des insuffisances, ou de mauvaises compréhensions, à la suite de la crise, à la suite des mouvements migratoires, et qu'il y a des positions et des postures qui sont adoptées de manière assez vigoureuse.

PATRICK COHEN

Et maintenant ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il faut parler. C'est vrai que le sujet majeur pour le sursaut européen aujourd'hui c'est l'affirmation de la souveraineté européenne et la nécessité de faire en sorte qu'il y ait une Europe qui protège, et qu'elle soit vécue comme tel par l'ensemble de nos concitoyens européens, si l'Italie met une alerte sur le sujet, eh bien il faut l'entendre et travailler avec eux, c'est ce que je vais faire.

PATRICK COHEN

Il faut parler sur tous les sujets, y compris sur les sanctions économiques contre la Russie, que CONTE a dit qu'il voulait revoir ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il va les déclarer, la question des sanctions économiques sur la Russie c'est lié au processus de paix en Ukraine, et ce processus de paix il faut le reprendre, c'est un des objectifs que se sont fixés le président POUTINE et le président MACRON lorsqu'ils se sont vus à Saint-Pétersbourg il y a quelques jours, et la relance du processus de paix en Ukraine, qu'on appelle le processus de Minsk, va s'engager dans quelques jours à Berlin par une réunion des ministres des Affaires étrangères des quatre pays qui sont cofondateurs du processus de Minsk, et il faut maintenant avancer. A partir du moment où on avancera, on pourra se poser la question des sanctions, et c'est ce que nous dirons aux Italiens.

PATRICK COHEN

La question, du point de vue de la France, peut être à nouveau posée à brève échéance, la révision des sanctions contre les Russes ?

JEAN-YVES LE DRIAN

La révision des sanctions contre les Russes dépend du processus de pacification de l'Ukraine, c'est ce qui a été décidé par l'ensemble des pays européens, et il faut maintenant poursuivre. Il y a une fenêtre d'opportunité, comme l'on dit, maintenant, puisqu'il y a, d'abord il y a eu l'élection russe, et puis il va y avoir bientôt l'élection en Ukraine, donc il faut profiter de ce moment pour agir, c'est ce que nous allons faire.

PATRICK COHEN

Un mot encore sur l'Europe. Peut-être avez-vous lu hier dans Le Figaro cette tribune cosignée par Laurent WAUQUIEZ contre « une Europe laboratoire d'une mondialisation déracinée et apatride. » Que vous inspire ce vocabulaire, Jean-Yves LE DRIAN ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il est un peu violent, ce qui est certain c'est qu'il faut un sursaut européen maintenant, dans une période de désordre mondial, un sursaut européen qui veut dire affirmation de la souveraineté européenne sur les grands enjeux de demain, que ce soit l'enjeu migratoire, l'enjeu sécuritaire, ou l'enjeu économique, l'affirmation de la puissance économique de l'Europe. Et sur cette orientation-là il y a eu un discours très fort du président MACRON, qu'on appelle désormais le discours de La Sorbonne, et j'ai remarqué que madame MERKEL, dans une interview avant-hier, avait repris une partie des initiatives du président MACRON. Il y aura dans quelques jours un sommet franco-allemand, qui permettra, je pense, d'engranger des positions communes, parce que l'axe franco-allemand est essentiel pour que nous aboutissions demain à une Europe davantage souveraine et une Europe qui protège davantage.

PATRICK COHEN

Le dossier iranien, Jean-Yves LE DRIAN. L'Iran a donc annoncé hier qu'il se préparait à une reprise de son enrichissement d'uranium, est-ce que ça ne signe pas la fin de l'accord de 2015, est-ce que ça ne donne pas raison, finalement, aux Américains et aux Israéliens ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Non pour l'instant. Cette initiative, je crois, est assez mal venue, ça montre une forme d'irritation, et c'est toujours dangereux de flirter avec les lignes rouges, mais aujourd'hui l'initiative qui a été prise, de renforcer le processus d'enrichissement de l'uranium, reste dans le cadre de l'accord de Vienne, totalement.

PATRICK COHEN

Enfin, l'installation de nouvelles centrifugeuses serait bien contraire aux termes de l'accord.

JEAN-YVES LE DRIAN

Non, ce qui a été annoncé hier reste totalement de l'accord.

PATRICK COHEN

Oui, c'est la préparation à.

JEAN-YVES LE DRIAN

Si on passe à une étape supérieure, oui, l'accord serait rompu, mais il faut que les Iraniens se rendent compte que s'ils rompent l'accord, alors ils s'exposent à de nouvelles sanctions et que les Européens ne pourront pas rester inertes à ce moment-là. Nous voulons le maintien de l'accord, nous travaillons dans ce sens, nous travaillons avec les Iraniens en ce sens, je

comprends que ça fasse débat en Iran, il faut savoir raison gardée, rester très fidèle à l'accord, et qu'il soit contrôlé en permanence par l'Agence internationale pour l'énergie atomique, ce qu'elle fait, et aujourd'hui l'accord n'est pas rompu et l'Iran respecte totalement ses engagements.

PATRICK COHEN

Mais Israël se sent menacé, Benyamin NETANYAHU, qui était hier à Paris, l'a répété, est-ce que vous pensez, Jean-Yves LE DRIAN, qu'il y a un risque de guerre, de conflit, est-ce que vous avez une idée de ce que ferait la France en cas d'attaque israélienne, par exemple, contre un site nucléaire iranien ?

JEAN-YVES LE DRIAN

On n'en n'est pas là. Ce qui est certain c'est que depuis quelques semaines il y a une fusion des théâtres de risque, si je peux m'exprimer ainsi, c'est-à-dire qu'il y avait la crise syrienne, avec les drames que l'on connaît, avec l'impossibilité de trouver un processus de paix, et puis il y avait la question iranienne, qui a été réglée pour partie par le maintien, par les accords de Vienne, mais qui n'est pas réglée sur toute une autre partie, que nous mettons en avant, et sur laquelle nous avons d'ailleurs un diagnostic commun, y compris avec Israël, que ce soit ce qui se passe après 2025, après les accords de Vienne, que ce soit la volonté des Iraniens de se doter d'une capacité de projections de missiles, très importantes, et de les sous-traiter éventuellement à des groupes, que ce soit les Houthis, que ce soit le Hezbollah, pour qu'ils puissent s'en servir, cela n'est pas acceptable. Et puis enfin, il y a cette volonté hégémonique de l'Iran d'être présent dans la région, directement ou par groupes interposés. Ça ce n'est pas possible. Et nous voulons qu'il y ait, sur l'ensemble de la question iranienne, un cadre global de négociation qui aborde l'ensemble de ces sujets, en maintenant l'accord de Vienne, parce que l'accord de Vienne c'est une avancée, l'accord de Vienne empêche l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire, c'est un acquis qui a été signé par beaucoup de partenaires, les Etats-Unis s'en sont dégagés, les autres sont restés. Mais il faut aller au-delà, et ça fait partie des discussions que nous avons en ce moment, avec nos différents partenaires, pour sécuriser. Mais, la nouveauté, c'est que les deux théâtres sont en train de fusionner, la preuve, Israël a frappé des postes avancés Iraniens en Syrie, et c'est une question qui devient maintenant très dangereuse et à risque. Alors, qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut essayer d'aboutir à un règlement de la question syrienne, d'abord, il faut parler avec les Iraniens d'une part et aboutir à un règlement de la question syrienne, pour faire en sorte qu'il y ait un processus vertueux de pacification qui puisse se mettre en oeuvre, ça a fait l'objet de discussions qu'ont eues

PATRICK COHEN

Ça peut avancer ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Ça fait partie des discussions qu'ont eues monsieur NETANYAHOU et le président MACRON hier. Qu'est-ce qui se passe ? Il y a une impasse, parce que le processus qui avait été initié par les Nations Unies n'avance pas, il y a par ailleurs un processus qui a été initié par la Russie, ce qu'on appelle le groupe d'Astana, avec la Turquie, l'Iran, la Russie, on n'arrive pas à avoir un processus qui soit clairement opérationnel, parce que, en grande partie, Bachar AL-ASSAD s'y refuse. Et puis il y a un autre système, un autre groupe, qu'on appelle le groupe restreint, qui a été initié par la France et les Etats-Unis, par le président MACRON en particulier, qui regroupe par ailleurs la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Arabie Saoudite, la Jordanie et l'Egypte, qui essaye d'avancer sur un processus de paix, il faut que tout ce monde-là se parle. Et la nouveauté des discussions qui ont lieu à Saint-Pétersbourg, entre le président POUTINE et le président MACRON, et hier avec monsieur NETANYAHU, c'est qu'on va mettre en place une articulation entre les réflexions de ces deux groupes, sur les trois sujets majeurs qui concernent l'avenir de la Syrie, c'est d'abord l'intégrité de ce territoire, c'est ensuite le processus constitutionnel, comment est-ce qu'on modifie la constitution pour aboutir à une sortie de crise, et troisièmement le processus électoral. Et sur ces trois points-là on peut avancer en ayant un mécanisme d'articulation entre les deux instances, et Israël est directement concerné, parce qu'Israël sent bien qu'il y a là un risque pour sa sécurité, et les discussions d'hier ont permis d'avancer en ce sens.

PATRICK COHEN

Donc la visite de Benyamin NETANYAHU n'a pas été inutile, parce qu'on avait l'impression, à la sortie, qu'il y avait simplement le constat d'un ensemble de désaccords entre la France et Israël ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Il y a des désaccords, il y a aussi des accords profonds. Nous avons un grand attachement à Israël, c'est la troisième fois que monsieur NETANYAHU venait rencontrer le président MACRON, c'est une grande démocratie, nous avons lancé hier la saison croisée qui va permettre, et en France, et en Israël, d'avoir des manifestations économiques, culturelles, qui sont de grande importance, qui montrent la vivacité de nos relations bilatérales. Nous avons un engagement commun dans la lutte contre le terrorisme, nous échangeons très régulièrement pour nous protéger, et puis nous avons des points de désaccords, mais c'est parce que nous sommes très attachés à la sécurité d'Israël que nous pouvons parler très clairement avec Israël sur nos points de désaccords. C'est parce que nous sommes très déterminés dans la lutte contre l'antisémitisme que nous pouvons, par ailleurs, parler avec Israël de nos points de désaccords, nos points de désaccords ils sont sur l'Iran, nous n'avons pas la même appréciation de l'accord de Vienne, ils sont aussi sur la nécessité de débloquer la situation à Gaza, ils sont aussi sur le processus de paix.

PATRICK COHEN

Un dernier mot, Jean-Yves LE DRIAN, sur les relations franco-américaines. Emmanuel MACRON et Donald TRUMP vont se revoir ce week-end, il y a une réunion bilatérale qui est prévue au Canada, en marge du G7. Est-il exact que le coup de fil entre Donald TRUMP et Emmanuel MACRON a été houleux, et même plus qu'houleux, mauvais, terrible, il y a quelques jours, après la décision de TRUMP de taxer l'acier et l'aluminium européen ?

JEAN-YVES LE DRIAN

Premièrement, je n'étais pas là, deuxièmement, le président MACRON n'a pas pour habitude de commenter ses communications téléphoniques. Sur le reste, nous avons déjà dit

PATRICK COHEN

Pardon, parfois on en a la teneur

JEAN-YVES LE DRIAN

Nous avons déjà dit, sur le reste, que concernant l'initiative américaine elle était illégale, au regard du droit international, elle était inopportune, et puis elle était inacceptable à l'égard d'alliés. En fait, ce que l'on constate, et ça sera sans doute un des sujets du G7 qui va se réunir à la fin de la semaine, c'est que les Américains se retirent progressivement de toute instance internationale, que ce soit l'accord sur le climat, que ce soit l'Unesco, que ce soit l'accord de Vienne, que ce soit l'Organisation mondiale du commerce, bref, ils jouent bilatéral, ils jouent la loi du plus fort, et à cet égard j'ai déjà eu l'occasion de dire que les relations internationales ce n'était pas le Far West, il fallait respecter le multilatéralisme, car seul le multilatéralisme peut réguler les situations, en particulier les situations commerciales.

PATRICK COHEN

Dernière question, Didier FRANCOIS.

DIDIER FRANCOIS

Rapidement. Il y a une petite polémique qui a été lancée par les avocats de deux djihadistes condamnées en Irak, ils vous accusent d'avoir fait pression sur le gouvernement irakien pour qu'elles restent là-bas et qu'elles ne reviennent pas ici.

JEAN-YVES LE DRIAN

Madame BOUGHEDIR s'est rendu avec son mari à Raqqa en octobre 2015, rappelez-vous octobre 2015, Raqqa c'est la capitale de Daesh, Raqqa est occupée par Daesh, et on ne se rend pas en octobre 2015, après les attentats que nous avons connus, on ne se rend pas de France à Raqqa en octobre 2015 pour faire du tourisme, on se rend à Raqqa en octobre

2015 pour rejoindre Daesh, et c'est ce que j'ai dit, c'était une combattante. A partir du moment où elle arrive à Raqqa à ce moment-là, elle devient, de fait, combattante. Et nous avons toujours dit que les djihadistes devaient être jugés sur le territoire sur lequel ils ont combattu, c'est pourquoi nous respectons complètement la procédure irakienne, et c'est la même chose lorsque des intervenants terroristes font des exactions en France, s'ils sont étrangers ils sont d'abord jugés en France. Alors, les avocats de madame BOUGHEDIR défendent madame BOUGHEDIR, c'est bien normal, moi, mon rôle, c'est, auprès du président de la République, de défendre la sécurité de la France et de faire en sorte que le droit irakien soit respecté, ça a été le cas.

PATRICK COHEN

Merci Jean-Yves LE DRIAN, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, d'être venu ce matin en direct au micro d'Europe 1.

source : Service d'information du Gouvernement, le 8 juin 2018

---

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/205973-interview-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affaires